

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/38¹

8 octobre 1996

(96-4094)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, LES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ET LES DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

Questions posées par la Nouvelle-Zélande

La Mission permanente de la Nouvelle-Zélande a fait parvenir au Secrétariat des communications, datées du 3 octobre 1996, concernant les questions que la Nouvelle-Zélande avait adressées aux Membres de l'OMC ci-après au sujet de l'examen des législations d'application nationales dans les domaines des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels:

	<u>Page</u>
Communautés européennes	2
Japon	2
Etats-Unis	2

¹Ce document annule et remplace le document daté du 8 octobre 1996

COMMUNAUTES EUROPEENNES

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez expliquer comment l'article 15 de l'Accord sur les ADPIC est pleinement incorporé au Titre II, article 4, du Règlement n° 40/94 du Conseil. Les combinaisons de signes et les combinaisons de couleurs sont-elles couvertes par exemple?
2.
 - a) La législation communautaire, par exemple le Titre II, article 7:1 g), interdit-elle l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce lorsque le déposant a utilisé le nom d'un Membre partie à l'Accord sur les ADPIC, soit seul, soit associé à d'autres mots, alors que le déposant ou les produits ou services faisant l'objet de la demande n'ont aucun rapport avec ledit Membre?
 - b) Dans l'affirmative, veuillez confirmer que même lorsque la marque a acquis un caractère distinctif, elle ne pourrait pas être enregistrée.
 - c) Dans la négative, veuillez donner toutes explications utiles?
3. Veuillez fournir des exemples de marques de fabrique ou de commerce qui seraient (ou pourraient être) considérées comme "contraires à l'ordre public" (Titre II, article 7:1 f)).

JAPON

Dessins et modèles industriels

1. L'article 3 2) de la Loi sur les dessins et modèles précise que les dessins et modèles qui "auraient pu être facilement créés ... par une personne maîtrisant la technique dont relève le dessin ou le modèle en cause, qu'il s'agisse d'une forme, d'un modèle ou d'une couleur (sic) ou de toute combinaison de ces éléments largement connue au Japon" ne sont pas enregistrables. Veuillez expliquer comment cela est compatible avec l'article 25:1 de l'Accord sur les ADPIC selon lequel "les Membres pourront disposer que des dessins et modèles ne sont pas nouveaux ou originaux s'ils ne diffèrent pas notablement de dessins ou modèles connus ou de combinaisons d'éléments de dessins ou modèles connus".
2. A l'article 5 i) de la Loi sur les dessins et modèles il est précisé que les dessins et modèles contraires à la morale publique ne peuvent bénéficier d'une protection. Veuillez indiquer quels types de dessins et modèles entrent dans cette catégorie.

ETATS-UNIS

Marques de fabrique ou de commerce

1. Veuillez expliquer comment le Titre 15 USC 1051 [article 1] a) 1) a) et b) 1) a) est compatible avec l'article 15:3 de l'Accord sur les ADPIC lorsqu'il exige du déposant qu'il précise dans sa demande la date de première utilisation de la marque et la date de première utilisation de la marque dans le commerce (a) 1) a)), ou qu'il a l'intention de bonne foi d'utiliser ladite marque dans le commerce (b) 1) a)).
2. Dans le Titre 15 USC 1052 [article 2] a) il est fait référence aux "symboles nationaux". Veuillez indiquer ce que cela recouvre en donnant quelques exemples.

3. Veuillez confirmer que le Titre 15 USC 1052 [article 2] e) 3) interdit l'enregistrement aux Etats-Unis d'une marque de fabrique ou de commerce lorsque le déposant a utilisé le nom d'un Membre partie à l'Accord sur les ADPIC, soit seul, soit associé à d'autres mots, alors que le déposant et les produits ou services faisant l'objet de la demande n'ont aucun rapport avec ledit Membre.
4. Le Titre 15 USC 1052 [article 2] e) 1) permettrait-il à un Membre partie à l'Accord sur les ADPIC d'empêcher l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce dans le cas de figure évoqué dans la question 3 compte tenu de la restriction énoncée sous f)?
5.
 - a) Le Titre 15 USC 1056 [article 6] permettrait-il l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce comportant le nom d'un Membre partie à l'Accord sur les ADPIC si le déposant déclare qu'il n'invoquera pas de droit exclusif sur le nom dudit Membre?
 - b) La réponse faite à la question a) serait-elle toujours valable si la marque de fabrique ou de commerce entrainé dans le champ d'application du Titre 15 USC 1052 e) 3)?

Dessins et modèles industriels

1. Selon l'article 25:1 de l'Accord sur les ADPIC les Membres peuvent disposer que la protection ne s'étend pas aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles. Aux termes du Titre 35 USC 171 la protection des dessins et modèles techniques et fonctionnels est exclue. Ces derniers sont-ils légalement protégés aux Etats-Unis d'une autre manière? Si tel est le cas comment et pour quelle durée?